

(1)

( N° 151. )

---

# Chambre des Représentants.

---

SESSION DE 1854 — 1855.

---

## COMMISSION DES PÉTITIONS.

---

### FEUILLETON N° 7.

---

M. THIENPONT, 1<sup>er</sup> rapporteur.

- | Numéros<br>du<br>Feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|------------------------------|--|---|
| 1.                           | 9210.                                    | Par pétition datée de Cortessem, le 20 décembre 1854, L'administration communale et plusieurs habitants de Cortessem demandent la construction d'un chemin de fer tendant à relier Liège à Hasselt. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.   |
| 2.                           | 9168.                                    | Par pétition datée de Tongres, le 8 décembre 1854, Les bourgmestre, échevins et membres du conseil communal de Tongres et un grand nombre d'autres habitants de cette ville présentent des observations en faveur du tracé du chemin de fer liégeois-limbourgeois, qui partirait de Liège, sans plan incliné, pour aboutir à Hasselt, par Bilsen. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics. |
| 3.                           | 8785.                                    | Par pétition datée de Canne, le 26 mars 1854, Le sieur Houben, ancien militaire, demande une pension ou un emploi. — Concl. — Ordre du jour.  |
| 4.                           | 9100.                                    | Par pétition datée de Sivry, le 2 décembre 1854, Le sieur Canivet-Gravez demande la révision des articles du Code civil qui permettent des libéralités. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.   |

5. 9116. Par pétition datée d'Oostham, le 7 décembre 1854,  
Plusieurs habitants d'Oostham prient la Chambre de voter un crédit destiné à les indemniser des pertes qu'ils ont éprouvées par suite des logements militaires, et demandent à être exemptés à l'avenir de ces logements ou qu'on leur donne une indemnité en rapport avec les dépenses que cette charge leur occasionne, et qu'une indemnité proportionnelle leur soit également accordée quand ils sont obligés de loger des officiers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
- M. MATTHIEU, 2<sup>me</sup> rapporteur.
6. 8938. Par pétition datée de Gand, le 16 juin 1854,  
Le sieur de Maeschalk, ancien militaire pensionné, prie la Chambre de lui faire obtenir le paiement de sa pension à dater du jour où il a été congédié pour infirmités contractées au service. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
7. 8917. Par pétition datée de Bruxelles, le 10 mai 1854,  
Le sieur Parys, sous-intendant militaire pensionné, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la révision de sa pension et la différence entre son traitement d'activité et le traitement de réforme durant les années qu'il a été placé sous ce régime. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
8. 9136. Par pétition datée de Charleroi, le 12 décembre 1854,  
Les commis-greffiers du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Charleroi demandent une augmentation de traitement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
9. 9129. Par pétition datée de Bruxelles, le 10 décembre 1854,  
Le sieur Zaman présente des observations sur la différence qui existe entre les fonctions de secrétaire de parquet et celles de commis-greffier. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
10. 9130. Par pétition datée de Tongres, le 11 décembre 1854,  
Le sieur Albert, secrétaire du parquet, à Tongres, demande une augmentation de traitement pour les secrétaires des parquets. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

- | Numéros<br>du<br>Feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 11.                          | 9117.<br>9113.<br>9106.<br>9096.         | Par pétition datée de Termonde, le 7 décembre 1854,<br>Le sieur Van Blyenbergh, secrétaire du parquet à Termonde, demande que les secrétaires des parquets aient un traitement égal à celui des commis-greffiers.<br>Même demande des secrétaires du parquet de Charleroi, Nivelles, Mons, Hasselt et Furnes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.                    |
| 12.                          | 9098.                                    | Par pétition datée de Bruxelles, le 1 <sup>er</sup> décembre 1854,<br>Le sieur Berckmans prie la Chambre de rapporter l'arrêté-loi du Gouvernement provisoire, en date du 23 octobre 1830, concernant les Belges qui servaient dans l'armée des Pays-Bas. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.  |
| 13.                          | 8437.                                    | Par pétition datée de Gand, le 28 novembre 1854,<br>Le sieur Vercruysse, ancien cuisinier-chef à l'hôpital militaire, à Gand, demande une gratification. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 14.                          | 9065.                                    | Par pétition datée de Gand, le 24 novembre 1854,<br>Le sieur Van Beveren, ancien notaire, prie la Chambre de lui faire obtenir un emploi ou une gratification. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 15.                          | 8974.                                    | Par pétition datée de Bruxelles,<br>La veuve du sieur Gilly, ancien marin pensionné, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir les termes arriérés de la pension de son mari, ou un secours. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.   |
| 16.                          | 8851.                                    | Par pétition datée d'Alost, le 27 avril 1854,<br>Le sieur Vanroelen, ancien militaire, demande à être admis à participer au fonds dit de <i>Waterloo</i> . — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.  |
| 17.                          | 9137.                                    | Par pétition datée d'Exel, le 9 décembre 1854,<br>Les bourgmestre, échevins et membres du conseil communal d'Exel demandent que cette commune n'ait plus à supporter des logements militaires ou que les règlements sur cette matière soient révisés et mis en harmonie avec la législation moderne. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre, avec demande d'explications. |
| 18.                          | 9144.                                    | Par pétition datée de Coursel, le 30 novembre 1854,<br>Plusieurs habitants de Coursel demandent que l'indemnité accordée pour logements militaires soit mise en rapport avec les dépenses que cette charge occasionne. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre, avec demande d'explications.   |